

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/THA/2
17 décembre 1999

(99-5479)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS, RÉGLEMENTATIONS ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

THAÏLANDE

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 décembre 1999.

Notification du Ministère du commerce relative aux mesures de sauvegarde B.E. 2542

Reconnaissant la nécessité de protéger la branche de production nationale contre le dommage causé par l'accroissement des importations du produit, conformément à l'Accord sur les sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce; le Ministre du commerce, en vertu du pouvoir qui lui est conféré par l'article 5 de la Loi sur l'exportation et l'importation B.E. 2522 et sur approbation du Conseil des ministres, édicte ce qui suit:

Article 1^{er} La présente notification s'intitule "Notification du Ministère du commerce relative aux mesures de sauvegarde B.E. 2542".

Article 2 La présente notification entrera en vigueur le jour suivant la date de sa publication au Journal officiel.

Article 3 Dans la présente notification:

3.1 L'expression "mesures de sauvegarde" s'entend de mesures déterminées, prescrites en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation B.E. 2522 afin d'empêcher la survenance d'un dommage causé par l'accroissement des importations du produit, telles que le recouvrement de droits d'importation majorés ou l'imposition de restrictions quantitatives.

3.2 L'expression "accroissement des importations du produit" signifie que le produit est importé en Thaïlande en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale.

3.3 Le terme "dommage" s'entend d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par les importations à une branche de production nationale sur la base d'éléments de preuve objectifs.

3.4 Le terme "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents ou des producteurs nationaux des produits similaires ou directement concurrents dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production totale de la Thaïlande, étant entendu que

le terme "produits similaires désigne des produits qui sont identiques à tous égards ou dont les caractéristiques ressemblent de manière significative à celles des produits importés.

3.5 L'expression "partie intéressée" comprend:

3.5.1 les producteurs étrangers ou les exportateurs ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent ou exportent ces produits;

3.5.2 les gouvernements des pays étrangers exportateurs;

3.5.3 les importateurs ou les producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents ou les groupements professionnels commerciaux ou industriels dont la majorité des membres importent ou produisent ces produits;

3.5.4 toute personne morale qualifiée de partie intéressée par le Département du commerce extérieur.

3.6 Le terme "Comité" s'entend du Comité des mesures de sauvegarde.

Article 4 Présentation d'une demande d'enquête en matière de sauvegarde et détermination y afférente

4.1 Une branche de production nationale peut présenter une demande par écrit au Département du commerce extérieur pour solliciter l'ouverture d'une enquête en vue de l'application de mesures de sauvegarde à l'égard des importations accrues du produit causant un dommage.

Les demandeurs communiquent au Département du commerce extérieur les renseignements et les éléments de preuve établissant l'existence d'un dommage causé au marché intérieur par l'accroissement des importations.

Si le Département du commerce extérieur détermine que la plainte est justifiée, il ouvre une enquête.

4.2 Lorsque le Département du commerce extérieur estime qu'il existe un accroissement des importations causant un dommage ou menaçant de causer un dommage à la branche de production nationale, celui-ci peut ouvrir une enquête.

Article 5 Enquête

Le Département du commerce extérieur conduit l'enquête conformément à la procédure suivante:

5.1 Publication d'un avis d'ouverture dans une publication officielle ou recours à d'autres moyens appropriés en vue d'aviser le public, indiquant le type de produit importé, la date d'ouverture, et comportant un résumé des renseignements préliminaires, et notification à toutes les parties intéressées.

5.2 Au cours d'une enquête, le Département du commerce extérieur ménagera en temps utile aux parties intéressées la possibilité de présenter des éléments de preuve et leurs vues, pour étayer ou réfuter les exposés d'autres parties, notamment sur le point de savoir si une enquête serait dans l'intérêt public.

Tous les renseignements qui sont de nature confidentielle ou qui sont fournis à titre confidentiel sont, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par le Département du commerce extérieur. Ces renseignements ne seront divulgués qu'avec l'autorisation expresse de la partie qui les a fournis. Dans ce cas, le Département du commerce extérieur demandera aux parties intéressées qui auront fourni des renseignements confidentiels d'en donner un résumé non confidentiel. Si lesdites parties indiquent que ces renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés, un exposé des raisons pour lesquelles il n'est pas possible d'en donner un résumé doit être fourni.

Lorsque le Département du commerce extérieur estime qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et que la personne qui a communiqué les renseignements n'est pas disposée à les rendre publics, le Département du commerce extérieur peut ne pas en tenir compte, sauf si des organismes connexes peuvent lui démontrer de manière convaincante que les renseignements sont corrects.

5.3 Lorsqu'il délibère sur le point de savoir si l'accroissement des importations cause le dommage, le Département du commerce extérieur évalue tous les facteurs pertinents, en particulier:

- 5.3.1 le rythme d'accroissement des importations et leur accroissement en volume,
- 5.3.2 la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues,
- 5.3.3 les variations du niveau des ventes,
- 5.3.4 la production,
- 5.3.5 la productivité,
- 5.3.6 l'utilisation de la capacité,
- 5.3.7 les profits et les pertes,
- 5.3.8 l'emploi.

5.4 Pour déterminer l'existence du dommage visé au paragraphe 5.3, l'enquête doit démontrer clairement que ce dommage résulte directement de l'accroissement des importations. Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage en même temps, ce dommage n'est pas pris en considération.

5.5 S'il ressort du résultat de l'enquête que cet accroissement des importations cause un dommage, le Département du commerce extérieur rend compte de ses constatations et propose l'application de mesures de sauvegarde au Comité.

5.6 S'il ressort du résultat de l'enquête que l'accroissement des importations ne cause pas de dommage, le Département du commerce extérieur met fin à l'enquête.

Article 6 Les mesures de sauvegarde sont appliquées aux importations de toutes provenances et sont adoptées conformément aux règles et conditions suivantes:

6.1 Les mesures de sauvegarde ne sont mises en œuvre que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage et faciliter l'ajustement de la branche de production nationale concernée.

Afin de favoriser une mise en œuvre efficace de la mesure et de respecter les conditions énoncées au paragraphe 1, la branche de production nationale qui demande l'ouverture d'une enquête

est tenue de présenter un plan d'ajustement au Département du commerce extérieur dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la mesure de sauvegarde est appliquée.

6.2 Lorsqu'une restriction quantitative est utilisée, cette mesure ne ramènera pas les quantités importées au-dessous du niveau antérieur des importations, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau inférieur d'importations est nécessaire pour empêcher ou réparer un dommage.

Les quantités importées antérieurement dont il est question précédemment correspondent à la moyenne des importations effectuées pendant les trois dernières années. Lorsque aucune importation n'a été effectuée pendant les trois dernières années, les statistiques d'importations disponibles sont utilisées.

6.3 Lorsqu'un contingent d'importation est appliqué, un accord au sujet de la répartition des parts du contingent peut être conclu avec tous les autres pays exportateurs fournissant une part substantielle des importations. À défaut d'accord, le contingent est réparti entre ces pays en proportion du volume total ou de la valeur totale des importations pendant une période appropriée.

Si les importations se sont accrues à un rythme disproportionné par rapport à l'accroissement total des importations du produit considéré, les autorités peuvent déroger à la procédure susmentionnée à condition que toute autre mesure adoptée soit compatible avec les obligations qui découlent de l'Accord.

6.4 Des mesures de sauvegarde ne sont pas appliquées à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement tant que sa part dans les importations thaïlandaises du produit considéré ne dépasse pas 3 pour cent des importations totales de ce produit, à condition que les pays en développement dont la part dans les importations est inférieure à 3 pour cent ne contribuent pas collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations totales du produit considéré.

Article 7 Mesures de sauvegarde provisoires

Lorsqu'une détermination à titre préliminaire indique qu'il existe des éléments de preuve manifestes selon lesquels un accroissement des importations cause un dommage, donnant lieu à une situation qualifiée de "circonstances critiques" où tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, le Département du commerce extérieur peut proposer au Comité de notifier l'application d'une mesure de sauvegarde sous la forme du recouvrement de droits d'importation majorés selon un taux approprié.

La durée de la mesure prévue au paragraphe précédent ne dépassera pas deux cents (200) jours.

Si la détermination finale indique que cet accroissement des importations n'a pas causé de dommage, les droits perçus seront remboursés sans délai.

Article 8 Durée des mesures de sauvegarde

Les mesures de sauvegarde ne peuvent être appliquées que pendant la période nécessaire, qui ne dépassera pas quatre (4) ans à compter de leur date d'application.

Si la durée d'une mesure dépasse un (1) an, cette mesure sera progressivement libéralisée pendant la période d'application jusqu'à ce que la situation revienne à l'état normal qui prévalait avant l'application de la mesure.

S'il est déterminé, conformément à l'article 5, que la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir un dommage et qu'il existe des éléments de preuve selon lesquels la branche de production nationale procède à des ajustements, cette mesure peut être prorogée à condition que la période d'application totale de la mesure ne dépasse pas dix (10) ans et que la mesure soit conforme aux procédures énoncées au deuxième paragraphe de l'article 6.1 et au deuxième paragraphe du présent article.

La mesure prorogée conformément au troisième paragraphe n'est pas plus restrictive que la mesure en vigueur avant la prorogation.

À l'expiration de la mesure, aucune mesure de sauvegarde ne sera de nouveau appliquée à l'importation d'un produit qui aura fait l'objet d'une telle mesure pendant une période égale à la moitié (1/2) de celle durant laquelle cette mesure aura été antérieurement appliquée, à condition que la période de non-application soit d'au moins deux (2) ans.

Une mesure de sauvegarde d'une durée de cent quatre-vingts (180) jours ou moins peut être appliquée de nouveau à l'importation d'un produit: si un (1) an au moins s'est écoulé depuis la date d'introduction d'une mesure de sauvegarde visant l'importation de ce produit; et si une telle mesure de sauvegarde n'a pas été appliquée au même produit plus de deux fois au cours de la période de cinq (5) ans ayant précédé immédiatement la date d'introduction de la mesure.

Lorsqu'une mesure de sauvegarde doit être appliquée ou prorogée et qu'il est nécessaire de conclure des accords avec les pays exportateurs pour compenser les effets défavorables de la mesure sur leurs échanges commerciaux, conformément à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, le Département du commerce extérieur soumet la question au Conseil des ministres pour approbation.

Article 9 Lorsqu'il applique une mesure de sauvegarde ou met fin à une enquête, le Département du commerce extérieur rend publics les constatations ainsi que les détails de l'enquête.

Article 10 Réexamen des mesures de sauvegarde

Si la durée de la mesure dépasse trois (3) ans, le Département du commerce extérieur réexamine la situation au plus tard au milieu de la période d'application de la mesure. Si cela est approprié, ladite mesure est retirée ou le rythme de la libéralisation est accéléré sur présentation d'une proposition au Comité pour examen.

Article 11 Le Comité

11.1 Il est institué un comité dénommé "Comité des mesures de sauvegarde". Le Comité est présidé par le Secrétaire permanent du Ministère du commerce, et est composé de représentants du Ministère des finances, du Ministère des affaires étrangères, du Ministère de l'industrie et du Ministère de l'agriculture et des coopératives, ainsi que du Directeur général du Département du commerce extérieur, du Directeur général du Département du commerce intérieur, du Directeur général du Département de l'économie des entreprises et de sept (7) experts nommés par le Ministère du commerce.

Les personnes nommées comme membres experts du Comité en vertu du premier paragraphe sont des experts dans les domaines du commerce international, de l'économie, de la comptabilité, du droit, de l'industrie et de l'agriculture.

Le Directeur général du Département du commerce extérieur nomme des fonctionnaires du Département du commerce extérieur aux postes de secrétaire et de secrétaire adjoint du Comité.

11.2 Le Comité a les attributions suivantes:

- 1) exercer les fonctions qui lui sont assignées en ce qui concerne les mesures de sauvegarde visées par la présente notification,
- 2) approuver ou rejeter les engagements pris par des pays exportateurs,
- 3) exercer les autres fonctions qui lui sont attribuées par la présente notification ou par le Ministre du commerce.

11.3 Chaque expert membre du Comité a un mandat de six (6) ans.

À la fin de la première période de deux (2) ans, les trois septièmes (3/7) des experts membres du Comité sont remplacés par tirage au sort et, au terme d'une période de quatre (4) ans, la moitié (1/2) des membres restant à la suite du premier tirage au sort seront remplacés au moyen d'un nouveau tirage au sort. Ce remplacement des membres par tirage au sort est considéré comme un renouvellement par rotation.

11.4 Outre le renouvellement par rotation, les experts membres du Comité sont automatiquement remplacés dans les cas suivants:

- 1) décès,
- 2) démission,
- 3) demande de démission émanant du Ministre pour cause de comportement inapproprié, de malhonnêteté ou d'inefficacité de la part de l'expert en question,
- 4) condamnation définitive à une peine d'emprisonnement, sauf s'il s'agit de négligence ou d'infractions mineures,
- 5) incompétence totale ou partielle,
- 6) faillite.

11.5 Si un expert membre du Comité cesse d'exercer ses fonctions avant la fin de son mandat, un nouveau membre est nommé avec diligence. Si le restant du mandat pour lequel un nouveau membre doit être nommé est inférieur à quatre-vingt-dix (90) jours, cette nomination est facultative.

La durée du mandat du nouveau membre visé au paragraphe qui précède est la durée du mandat qu'il restait au membre sortant à accomplir.

11.6 Le Comité ne peut siéger que si la moitié au moins des membres sont présents. Si le Président n'est pas présent à une réunion ou n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions, le Vice-Président le remplace. Si ni le Président ni le Vice-Président ne sont présents ou en mesure d'exercer leurs fonctions, les membres présents élisent un président par intérim.

Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres présents à la réunion. Chaque membre dispose d'une (1) voix. En cas de partage égal des voix, le Président a voix prépondérante.

Les opinions dissidentes ainsi que leurs motifs exposés au cours d'une réunion sont consignés dans les comptes rendus du Comité. Tout membre du Comité peut demander que son opinion dissidente soit incluse dans la détermination.

11.7 Pour s'acquitter de ses attributions, le Comité peut désigner un sous-comité chargé d'une fonction particulière.

Article 12 Lorsqu'une procédure est engagée en vue d'appliquer une mesure de sauvegarde au titre de la présente notification, le Département du commerce extérieur coopère avec les autres autorités concernées afin d'assurer avec diligence la conformité de la procédure avec les obligations

résultant de l'Accord sur les sauvegardes et des Accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Article 13 Le Ministère du commerce est chargé de l'application de la présente notification.

Fait le 10 juin 2542 du calendrier
bouddhiste (1999)
S.E. M. Supachai Panitchapakdi
Ministre du commerce

La présente notification prend effet le 9 juillet 2542 du calendrier bouddhiste (1999).
